L'argument présenté par le député et les précédents qu'il a cités sont intéressants, témoignent du sérieux avec lequel il a étudié la question et méritent qu'on les prenne en considération. J'espère que ce grave problème touchant les mesures d'initiatives parlementaires fera un jour l'objet d'une étude peut-être par le comité mentionné par le député. Je n'ai donc aucun autre pouvoir que de demander si c'est le désir de la Chambre de voter sur la motion du député ou de la reporter à l'ordre du jour.

M. Foster: Reportez-la à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Reportée à l'ordre du jour.

LA DEMANDE DE SUBVENTION RELATIVE AU
MULTICULTURALISME PRÉSENTÉE PAR LE CROSS-CULTURAL
COMMUNICATION CENTRE—TORONTO

Motion n° 4—**M. Hellyer:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le Cross-Cultural Communication Centre-Toronto relativement à la subvention de \$8,000 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement.

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, ces documents contiennent des renseignements fournis à titre confidentiel au ministère ou s'y rapportant. Dans les circonstances, le député voudra peut-être retirer sa motion.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Le ministre a vraiment du toupet de parler de renseignements confidentiels. Je tiens à répéter qu'à mon avis, c'est là de la part du ministre un abus terrible des privilèges du Parlement.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Reportée à l'ordre du jour.

LA DEMANDE DE SUBVENTION RELATIVE AU
MULTICULTURALISME PRÉSENTÉE PAR LE CENTRE CHINOIS
DE QUÉBEC, ENR., QUÉBEC

Motion n° 5—**M. Hellyer:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le Centre chinois de Québec, Enr., Québec, relativement à la subvention de \$5,000 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement.

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, ces documents contiennent des renseignements fournis à titre confidentiel au ministère ou s'y rapportant. Dans les circonstances, le député voudra peut-être retirer sa motion.

M. l'Orateur: Reportée à l'ordre du jour.

LA DEMANDE DE SUBVENTION RELATIVE AU
MULTICULTURALISME PRÉSENTÉE PAR LE BLACK YOUTH
TELEVISION WORKSHOP, MONTREAL

Motion n° 6—**M. Hellyer:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le Black Youth Television Workshop, Montréal, relativement à la subvention de \$6,500 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement.

L'hon. Stanley Haidasz (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, ces documents renferment ou concernent des

Questions orales

renseignements confidentiels qui ont été fournis au ministère.

Des voix: Le secret!

M. Haidasz: Dans ces conditions, le député voudra peut-être retirer la motion.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Comme les renseignements demandés risquent manifestement, de l'avis de MM. McCabe et Ostrey, de causer des embarras au gouvernement, je n'ai pas d'autre choix que de demander que la motion soit reportée à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Reportée.

[Français]

Les autres avis de motions sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA MENACE DE DÉBRAYAGE DES PILOTES—LES MESURES
ENVISAGÉES PAR LE MINISTRE—L'OPPORTUNITÉ DE LA
DÉSIGNATION D'UN MÉDIATEUR

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre des Transports. J'aimerais savoir s'il est au courant de la teneur de la communication de l'Association des pilotes de ligne à M. Pratte, d'Air Canada, le prévenant que les pilotes peuvent débrayer ce soir à minuit. Dans l'affirmative, quelle mesure, s'il en est, le ministre envisage-t-il de prendre à cet égard?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je suis au courant de la requête des pilotes. Il s'agit bien sûr d'un problème qu'Air Canada devra régler avec les pilotes.

Des voix: Non!

M. Marchand (Langelier): Il s'agit d'une question de convention collective avec la société. Il n'y a pas d'autre solution. Les mêmes négociations se sont tenues avec les autres syndicats, et Air Canada étudie maintenant la requête des pilotes. Dès que l'on en sera arrivé à une décision, elle sera communiquée au public.

M. Stanfield: Le ministre peut-il nous dire, eu égard aux ennuis sérieux dont auraient à souffrir les Canadiens advenant un débrayage, s'il a envisagé de proposer à l'association des pilotes et à Air Canada qu'un médiateur intervienne avant le débrayage plutôt qu'après, à l'instar de ce qui a été fait pour les postiers.